L'Observateur DBF. de Bruxelles Marchael de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

rormatif	
Jean-Luc Sauron, conseiller d'Etat, délégué au droit européen au Conseil d'Etat	
Dossier spécial Proposition de la constant de la co	
Protection des données personnelles et surveillance de masse	
L'« Accord Parapluie » UE-US : un instrument novateur pour la protection des données personnelles en matière de coopération pénale	10
coopération pénale Bruno Gencarelli, Chef d'unité « Protection et flux de données internationaux », DG Justice et consommateurs, Commission européenne	
Surveillance et circulation des personnes : les données des dossiers passagers dans le cadre de la directive 2016/681/UE dite « PNR »	15
La Surveillance de masse dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme Loredana Tassone, Docteur en Droit, Avocat aux Barreaux de Rome et de Strasbourg, ALPHALEX Avocats GEIE	21
La protection des données des avocats : présentation des recommandations du CCBE en matière de surveillance et des lignes directrices du CCBE pour le renforcement de la sécurité informatique des avocats Simone Cuomo, Conseiller juridique senior au Conseil des Barreaux européens	26
Point sur	
TRACHILD Dominique Attias, Vice-Bâtonnière du Barreau de Paris	32
Rulings fiscaux et aides d'Etat : abstraction vs. réalité Adrien Giraud, Avocat aux Barreaux de Paris, de New-York et de Bruxelles (liste E)	35
	39
Yves Mahiu, Président de la Conférence des Bâtonniers de France et d'Outre-mer	

Chronique de contentieux de l'UE

L'arrêt FERREIRA da SILVA: les obligations des Cours suprêmes nationales en matière de renvoi préjudiciel _____54

Jean-Paul Hordies, Avocat aux Barreaux de Bruxelles et Paris, ALPHALEX Avocats GEIE

L'actualité du droit de l'Union européenne	59
Bibliothèque	113
Informations générales	117
Nos formations	118
Autres manifestations	119
Nos partenaires	120

L'Observateur DBF de Bruxelles*

DOSSIER SPÉCIAL

Protection des données personnelles et surveillance de masse

SOMMAIRE

« Accord Parapluie » UE-US : un instrument novateur pour la protection des données personnel en matière de coopération pénale	les
Bruno Gencarelli	
hef d'Unité « Protection et flux de données internationaux », DG Justice et consommateurs, Commission européenne	10
Surveillance et circulation des personnes : les données des dossiers passagers dans le cadre de a directive 2016/681/UE dite « PNR »	
Chantal Ingham	
rofesseur expert à la Burgundy School of Business	15
a Surveillance de masse dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	
oredana Tassone	
octeur en Droit, Avocat aux Barreaux de Rome et de Strasbourg, ALPHALEX Avocats GEIE	21
a protection des données des avocats : présentation des recommandations du CCBE en matière le surveillance et des lignes directrices du CCBE pour le renforcement de la sécurité informatique les avocats	
imone Cuomo	
onseiller juridique senior au Conseil des Barreaux européens	26

L'Observateur DBF. de Bruxelles*

Point sur ...

SOMMAIRE

TRACHILD	
Dominique Attias	
Vice-Bâtonnière du Barreau de Paris	32
Rulings fiscaux et aides d'Etat : abstraction vs. réalité	
Adrien Giraud	
Associé chez Willkie Farr & Gallagher LLP, Avocat aux Barreaux de Paris, New-York et Bruxelles (liste E)	35
Synthèse des débats – Assemblée générale décentralisée de la Conférence des Bât et d'Outre-mer – 23 & 24 septembre 2016 à Bruxelles	onniers de France
Yves Mahiu	
Président de la Conférence des Bâtonniers de France et d'Outre-mer	39

L'Observateur DBF. de Bruxelles Auguston des Bruxelles

Chronique de contentieux de l'Union européenne

SOMMAIRE

L'arrêt FERREIRA da SILVA : les obligations des Cours suprêmes nationales en matière de renvoi préjudiciel	
Jean-Paul Hordies	
Avocat aux Barreaux de Bruxelles et Paris, ALPHALEX Avocats GEIE	5

L'Observateur DBF. de Bruxelles*

Actualité du droit de l'Union européenne

Action extendure, commerce et douanes	
Instruments de défense commerciale, Méthode d'évaluation des distorsions du marché dans les	
tiers	61
Concurrence	
Aides d'Etat, Tarif préférentiel d'électricité octroyé par un contrat, Notions d'« aide existante » et d'	'« aide
nouvelle »	62
France, Aides d'Etat, Offre d'avance d'actionnaire, Critère de l'investisseur privé avisé	63
Consommation	
Protection des consommateurs, Contrat de crédit, Absence d'informations, Déchéance du dro	it aux
intérêts et frais	64
Droit général de l'UE et institutions	
Lobbying, Registre de transparence obligatoire	65
Droits fondamentaux	
Asile, Omission de traiter une demande, Droit au respect de la vie privée et familiale, Interdiction	on de
traitements inhumains ou dégradants, Droit à un recours effectif	
Conditions de détention, Réduction de l'espace personnel, Interdiction des traitements inhuma	
dégradants	
Défaut de motivation, Responsabilité pénale et condamnation, Droit à un procès équitable,	Non
violation	68
France, Cour des comptes, Défaut d'impartialité, Droit à un procès équitable	70
France, Politique d'aménagement du territoire, Littoral, Refus d'indemnisation, Protection	de la
propriété, Non-violation	
Interception des communications téléphoniques, Prévisibilité de la loi, Droit au respect de la vie pet familiale, Non-violation	
Révocation consécutive de deux avocats commis d'office, Refus de la juridiction de nommer un	
avocat, Droit à l'assistance d'un avocat, Droit au procès équitable, Non-violation	73
Economie et finances	
Union bancaire, Réforme du cadre réglementaire, Exigences de fonds propres, Redresseme	ent e
résolution des banques, Mécanisme de résolution unique	
Energie et environnement	
Union de l'énergie, Energie propre pour tous les Européens	
Emissions dans l'environnement, Document concernant la procédure d'autorisation de pro	
phytopharmaceutiques, Accès du public à l'information	77
Fiscalité	
Impôt sur les sociétés, Assiette commune consolidée, Règlement des différends en matière de d	ouble
imposition, Clause anti-abus	
TVA. Marché unique numérique. Commerce électronique B2C	81

sur les factures	
Justice, liberté et sécurité	
Aide juridictionnelle provisoire en matière pénale	24
Ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, Document de voyage européen	
Union de la sécurité, Régime d'exemption de visa, Autorisation et information concernant	
voyages	
Coopération judiciaire en matière civile, Compétence juridictionnelle en matière matrimoniale e	
responsabilité parentale, Juridiction mieux placée, Intérêt supérieur de l'enfant	
responsaonne parentale, Juriaiction mieux placée, interet superieur de l'enfant Coopération judiciaire en matière pénale, Transfert d'une personne condamnée, Réduction de pein	
vertu du travail accompli, Décision-cadre, Principe d'interprétation conforme	
vertu au travaii accompii, Decision-caare, Principe a interpretation conforme	0/
Libre circulation des marchandises	
Restriction quantitative à l'importation, Mesure d'effet équivalent, Fixation de prix uniformes	s de
médicaments, Protection de la santé	
Libre circulation des personnes	
Citoyenneté européenne d'enfants mineurs, Parents ressortissants de pays tiers, Refus de permi	
séjour, Décision d'expulsion	90
Libre prestation de services	
Procédure d'autorisation, Paiement d'une redevance, Coûts liés à la gestion et à la police du rég	ıime
d'autorisation, Notion de « charge »	
<u> </u>	
Profession	
Evaluation des systèmes judiciaires, Conseil de l'Europe, CEPEJ	92
Propriété intellectuelle	
Droit d'auteur et droits voisins	93
Droit d'auteur et droits voisins, Programmes d'ordinateur sous licence, Revente d'occasion de cop	
Droit de reproduction	
Droit d'auteur, Prêt public de livres numériques, Rémunération de l'auteur	
Droit d'auteur, Violation, Mise à disposition d'un réseau Wi-Fi public gratuit, Responsabilité	
France, Droit d'auteur, Exploitation numérique de livres indisponibles, Information effective	
l'auteur	
Marque de l'Union européenne, Marque sonore, Absence de caractère distinctif	
marque de l'omon europeenne, marque sonore, Aosence de caractère distinctif	101
Recherche et société de l'information	
Cadre européen des télécoms, Révision	102
Données à caractère personnel, Adresse IP dynamique, Intérêt légitime du responsable	de
traitement	104
Santé	
	100
Produits cosmétiques, Expérimentations animales, Interdiction de mise sur le marché	106
Social	
Egalité de traitement en matière d'emploi, Interdiction de toute discrimination fondée sur un handi	cap,
Licenciement d'un travailleur en situation d'incapacité temporaire de travail	_
Renouvellements successifs de contrats à durée déterminée, Raisons objectives, Besoins permanen	
durables, Principe de non-discrimination	
Sociétés	
Insolvahilitá dos entrenrises	110

Informations générales

Nos formations	118
Autres manifestations	119
Nos partenaires	120